



Nouvelles des aires protégées d'Afrique

#148, janvier 2021 — www.papaco.org/fr



Edito

GEOFFROY MAUVAIS

COORDONNATEUR DE L'UICN-PAPACO

SAUVONS L'OKAVANGO

Imaginez un immense marais, presque vierge. Des plaines inondées à perte de vue, des roselières ondulant dans le vent, l'eau qui serpente entre les îlots sableux où se regroupent d'innombrables oiseaux. Niché au cœur de l'Afrique, il accueille des dizaines de milliers d'éléphants et fourmille d'une vie inégalée ailleurs. Indescriptible, il ne s'agit pourtant pas d'un rêve, mais de l'Okavango : vaste marécage au nord du Botswana. L'homme l'a reconnu comme une des dernières merveilles de ce monde et en a fait un site du Patrimoine Mondial, en 2014.

Carrefour de civilisations parmi les plus anciennes, il héberge des milliers d'hommes et de femmes qui lui sont étroitement liés et en prennent soin depuis la nuit des temps. Ils dépendent tous de l'eau, pure, dont ce territoire, le second plus grand delta intérieur dans le monde, s'emplit et se vide saison après saison. Toute la vie y est liée à ce précieux liquide et à ses mouvements dans une musique immuable qui illustre exactement la perfection de la nature. A des milliers de kilomètres de là, imaginez un cercle d'hommes d'affaires. Un soir froid et humide, atablés dans un restaurant de Vancouver, au Canada, ils fantasment sur l'écosystème de l'Okavango. Pas sur sa beauté, sa richesse biologique, son histoire unique ; non, ils spéculent sur son sous-sol et ses ressources présumées en pétrole et en gaz, qui enflent au fil des trop nombreux verres. Suffisantes pour nourrir leur rêve le plus fou, celui d'une culbute financière indécente s'ils obtiennent le marché. Ce ne sera pas bien compliqué : une « junior », compagnie que personne ne connaît, se chargera du travail d'approche, obtiendra les permis, quel qu'en soit le coût, bâclera une étude d'impact hasardeuse. Elle fera une campagne de communication outrancière, balayant d'un revers de la main toutes les oppositions, forçant le trait sur les avantages que l'exploitation pourrait apporter, rejetant tout inconvénient,

niant les risques, étouffant les craintes. A coup de valises, d'études bidouillées, de rapports plus grossiers les uns que les autres, elle transformera le désastre évident en mirage pathétique. Qu'importe, le but n'est pas ce qui arrivera vraiment, mais de pouvoir sécuriser le droit d'exploitation qui sera alors revendu à une « major », compagnie qui aura la capacité de forer près de la rivière, de percer les routes, de massacrer chaque arpent de terre ou d'eau pour que le profit remonte, dans les banques, sur les bourses. Le profit partira, restera la désolation mais qui sera là pour le dire, le voir, l'entendre ?

C'est une histoire maintes fois répétée, il n'y a malheureusement aucun doute sur son issue. C'est l'histoire qu'on écrit aujourd'hui pour l'Okavango et soyons clair, le monde ne tremblera pas en l'entendant. Nous sommes tellement habitués à tout cela. Pourtant, si elle se réalise, ce sera la terrible démonstration de notre échec mutuel. L'échec des conservationnistes, à toutes les échelles, des BINGOs comme l'UICN, des conventions comme la CDB, des institutions comme l'UNESCO : la perte de l'Okavango aujourd'hui balaierait d'un trait tout ce que nous avons prétendu gagner ces dernières décennies. Alors qu'on cherche désespérément à s'extraire de la dépendance au pétrole et à sauver notre atmosphère, elle confirmerait sans ambiguïté que malgré les discours, les conférences, les congrès et les promesses, rien ne change et rien ne changera.

Peut-on se le permettre ? Certainement pas. Alors soyons vigilant et faisons de 2021 l'année où nous aurons sauvé l'Okavango de l'avidité aveugle et de la cupidité immorale de ces gens qui s'enrichissent sans scrupules au dépend de tous les autres. Et dénonçons hardiment et sans relâche tous leurs acolytes, quel que soit leur rôle jusqu'à ce que la honte les fasse reculer...

C'est notre plus beau souhait pour la nouvelle année. Nul doute que nous en reparlerons ! ●

Les formations du PAPACO

MOOC CONSERVATION

- Bilan session T2 2020 -

Plus de 10 000 inscriptions ont été comptabilisées lors de la session septembre - décembre 2020. Cela amène le chiffre total à +60 000 inscriptions depuis le lancement des MOOC en 2015.

Le mois de décembre a également été marqué par notre 5000^{ème} attestation de réussite délivrée. Merci à tous les apprenants et toutes les parties prenantes qui font de ces MOOC un outil incontournable.

Prochaine session : 18 janvier au 16 mai 2021

- 2021 : du changement... -

Nouvelle plateforme. La plateforme mooc-conservation.org fait peau neuve. Découvrez le résultat très vite !

IMPORTANT : si vous avez déjà participé à nos MOOC et si vous souhaitez participer à une nouvelle session, il faudra **recréer un compte**. Attention au nom et prénom que vous indiquez, ces informations seront utilisées pour générer l'attestation de réussite en cas de réussite aux examens...



Attestations de réussite. Dès la session de janvier 2021, les attestations seront délivrées automatiquement (sous les mêmes conditions : moyenne +75%) ! Bien sûr, vous pourrez toujours prendre des nouvelles de Marion à moocs@papaco.org (et demander vos attestations dues sur des sessions pré-2021).

Certificat en ligne en Conservation des aires protégées. Vous le savez déjà, l'examen aura lieu le 28 janvier 2021. Vous pourrez soumettre votre candidature pour participer directement sur mooc-conservation.org (suivez nos réseaux pour savoir quand la page sera prête).

- ...et des nouveautés -

Les Essentiels. En plus des MOOC, nous lançons une série de cours adaptés aux profils professionnels d'acteurs impliqués dans la gestion d'aires protégées, selon le niveau de responsabilités. Nous avons repris les vidéos existantes des MOOC et les avons compilées pour qu'un profil précis puisse avoir accès aux informations qui le concernent directement. Un Essentiel est donc rythmé par une succession de vidéos et de tests. Un Essentiel terminé vous donne droit à une attestation de participation (aussi délivrée automatiquement !).

Lancement prévu : 1 février 2021 (jamais fermés)

MOOC Aires marines protégées. Un nouveau MOOC viendra s'ajouter à notre offre MOOC Conservation. Le lancement est prévu pour le mois d'avril 2021. Patience...

PLUS D'INFOS : mooc-conservation.org

MOOC
conservation

Ambassadeurs des MOOC



NOS AMBASSADEURS RACONTENT : ACTIVITÉS DE FIN DE SESSION DE MOOC AU CAMEROUN

Le 18 décembre 2020 a été organisée à l'Ecole Technique d'Agriculture de Dibombari une rencontre avec près de **198 étudiants**. Cela a été l'occasion d'édifier les participants sur l'existence des Mooc conservation du PAPACO. Cette rencontre a également permis d'échanger sur l'importance des techniques agricoles respectueuses de l'environnement.

Le 19 décembre 2020 a eu lieu une visite écologique de l'île de Manoka, un lieu plein d'histoires. Les participants ont pu visiter les mangroves, écosystème prioritaire du site, l'île des pêcheurs et la tour coloniale construite en mer et servant de prison au temps de l'esclavage.

Les deux activités ont été organisées par Mathias et Pascale, les ambassadeurs PAPACO au Cameroun.

Bonne et heureuse année 2021. - Par Pascale et Mathias



AMBASSADEUR ? Il s'agit un étudiant des MOOC du Papaco s'étant porté volontaire pour venir en aide aux étudiants de sa ville/région.

Contactez-nous pour obtenir les coordonnées de votre ambassadeur.

Liste des ambassadeurs (cliquez sur leur nom pour leur envoyer un mail) :

- [Bénin, Kévin](#)
- [Bouaké \(Côte d'Ivoire\), Bernadette](#)
- [Burkina Faso, Valéry](#)
- [Burundi, Léonidas](#)
- [Comores, Humblot](#)
- [Côte d'Ivoire, Mamadou](#)
- [Douala \(Cameroun\), Mathias](#)
- [Gabon, Brice](#)
- [Guinée \(Conakry\), Moussa](#)
- [Haïti, Talot](#)
- [Kara \(Togo\), Jean](#)
- [Kenya, James](#)
- [Kindu \(RDC\), Ohm](#)
- [Kinshasa \(RDC\), Emmanuel](#)
- [Kisangani \(RDC\), Richard](#)
- [Mali, Seydou](#)
- [Lomé \(Togo\), Samuel](#)
- [Lubumbashi \(RDC\), Albert](#)
- [Madagascar \(Tana\), Raymond](#)
- [Maroc, Rachid](#)
- [Mauritanie, Fall](#)
- [Niger, Oumarou](#)
- [Nigeria, Michael](#)
- [Pointe Noire \(Congo\), Charmand](#)
- [Rwanda, Leonard](#)
- [Sénégal, Thiam](#)
- [Tchad, Seid](#)
- [Tunisie, Moadh](#)
- [Yaoundé \(Cameroun\), Pascale](#)
- [Zambia, Chewe](#)
- [Zimbabwe/South Africa, Fanuel](#)

Lignes directrices

LIGNES DIRECTRICES POUR LA CONSERVATION DE LA CONNECTIVITÉ PAR LE BIAIS DE RÉSEAUX ET DE CORRIDORS ÉCOLOGIQUES

Jodi Hilty, Graeme L. Worboys, Annika Keeley, Stephen Woodley, Barbara Lausche, Harvey Locke, Mark Carr, Ian Pulsford, James Pittock, J. Wilson White, David M. Theobald, Jessica Levine, Melly Reuling, James E.M. Watson, Rob Ament et Gary M. Tabor

La connectivité écologique est le mouvement sans entrave des espèces et le flux des processus naturels qui soutiennent la vie sur Terre. Il est impérieux que les pays du monde entier s'orientent vers une approche globale et cohérente de la conservation de la connectivité écologique, et qu'ils entreprennent de mesurer et de contrôler l'efficacité des efforts déployés en ce sens pour ainsi établir des réseaux écologiques fonctionnels. Pour favoriser l'atteinte de ces objectifs, les présentes lignes directrices présentent les corridors écologiques comme des moyens de recenser, de préserver, d'améliorer et de restaurer la connectivité; synthétisant un volume important de données scientifiques connexes ; et formulent des recommandations concernant les moyens d'officialiser les corridors et les réseaux écologiques.



Introduction : Le besoin de connectivité

La « connectivité écologique » est le mouvement sans entrave des espèces et le flux des processus naturels qui soutiennent la vie sur Terre (CMS, 2020). On ne saurait trop insister sur son importance. En effet, sans connectivité, les écosystèmes ne peuvent pas fonctionner correctement, et sans écosystèmes parfaitement fonctionnels, la biodiversité et d'autres éléments essentiels de la vie sont menacés. Les influences anthropiques (causées par l'être humain) entraînent la rupture ou la disparition de la connectivité écologique, ou la « fragmentation », c'est-à-dire le morcellement d'un habitat, d'un écosystème ou d'un mode d'utilisation des terres en parcelles de plus en plus petites. Le problème majeur réside dans le fait que les activités humaines ont déjà provoqué la dégradation et la fragmentation de la plupart des régions du monde (Venter et al., 2016). En effet, plus de 75 % des écosystèmes terrestres (à l'exception de l'Antarctique) ont été transformés directement par des activités anthropiques (Ellis et al., 2010), et 70 % des dernières zones sauvages du monde se trouvent aujourd'hui dans cinq pays seulement (Watson et al., 2018).

L'empreinte humaine se fait aussi sentir dans les océans, où 87 % des biomes marins sont touchés par la surpêche, le ruissellement de nutriments et les changements climatiques (Jones et al., 2018).

Les mesures de conservation doivent avoir pour objectif de préserver des écosystèmes intacts, car ceux-ci sont le meilleur moyen de protéger la biodiversité dans un monde en rapide évolution (Scheffers et al., 2016). Les aires protégées sont donc la pierre angulaire de la conservation de la nature, même dans les zones fragmentées des milieux terrestres, marins ou d'eau douce. Toutefois, si les aires protégées et d'autres mesures efficaces de conservation par zone (AMCEZ) sont essentielles, elles ne sont plus considérées comme suffisantes dans de nombreux lieux (IUCN CMAP, 2019). En fait, on comprend maintenant que des mesures concrètes doivent également être prises pour préserver, améliorer ou restaurer la connectivité écologique entre les zones protégées et les AMCEZ (Tabor, 2019). La science a clairement démontré que la protection de la biodiversité à long terme en ce temps de changements climatiques passe impérativement par le maintien de la connectivité écologique (Foden & Young, 2016 ; Gross et al., 2016).



Seulement un tiers des fleuves et des rivières du monde ne sont pas aménagés. Les barrages sont le principal obstacle à la connectivité dans les milieux d'eau douce. La photo montre un barrage en construction sur la célèbre rivière Bâsca Mare, en Roumanie, au cœur de l'écorégion des Carpates en Europe. (Source : © Leeway Collective / Balkan River Defence, Avec l'aimable autorisation de Calin Dejeu)

Le fondement scientifique de la connectivité

Historiquement, l'établissement d'aires protégées individuelles, telles que les parcs nationaux, été la principale visée de la conservation in situ. C'est pourquoi on constate une augmentation constante de la superficie des aires protégées terrestres et marines (figure 1). En outre, les aires protégées sont désormais complétées par une série d'AMCEZ – à savoir des zones géographiques qui assurent une conservation efficace dans le cadre de divers régimes de gouvernance et de gestion, même si la conservation n'est pas un objectif de gestion principal (CMAP-UICN, 2019).

Pourtant, la perte de biodiversité continue de s'intensifier à l'échelle mondiale. Les aires protégées ne conservent pas toujours la biodiversité de manière adéquate, soit en raison de leur mauvais emplacement, soit par manque d'une gestion rigoureuse (Venter et al., 2017 ; Jones et al., 2018). De plus en plus, de nombreuses aires protégées terrestres situées dans des milieux soumis à l'occupation humaine sont isolées les unes des autres (Wittemyer et al., 2008). Cet isolement augmente le risque de disparition des espèces sur ces sites (Newmark, 1987, 1995, 2008; Brashares et al., 2001 ; Parks & Harcourt, 2002 ; Prugh et al., 2008). La biogéographie insulaire et des métapopulations permet d'établir des relations entre l'isolement et la disparition (MacArthur & Wilson, 1963, 1967 ; McCullough, 1996 ;

Hanski, 1999). Selon la biogéographie insulaire, les taux d'arrivée de nouvelles espèces et d'extinction d'espèces sur une île dépendent de la taille et de la forme de l'île et de sa distance par rapport au continent. Ce concept a été transposé des écosystèmes insulaires aux écosystèmes continentaux, où les aires protégées isolées ressemblent à des îles dans un océan de systèmes dominés par l'occupation humaine. Ces derniers agissent donc comme un filtre à travers lequel les individus de certaines espèces peuvent passer librement, alors que ceux d'autres espèces ne le peuvent pas. Selon la théorie des métapopulations, de nombreuses sous-populations séparées sur le plan spatial peuvent être reconnectées par le mouvement des individus, ce qui favorise un échange génétique et le rétablissement potentiel de sous-populations autrefois disparues. Ensemble, ces théories corroborent la conclusion selon laquelle de vastes zones bien connectées sont susceptibles de conserver une plus grande biodiversité au fil du temps. Elles soulignent ainsi le besoin de réseaux écologiques comme moyen d'assurer la conservation à grande échelle des paysages terrestres, marins et d'eau douce.

Il est manifeste que des aires protégées et d'AMCEZ suffisamment vastes, bien situées et bien gérées peuvent assurer la connectivité entre les différentes parcelles d'habitat ou les ressources situées à l'intérieur de leurs limites.

Toutefois, étant donné la fragmentation considérable de la surface terrestre, il est essentiel d'améliorer ou de préserver la connectivité entre les aires protégées et les AMCEZ et au sein de celles-ci pour que la conservation et la gestion de la biodiversité soient efficaces. Dans les cas où il n'est pas possible ou approprié de créer des aires protégées ou d'AMCEZ, le fait de connecter celles déjà en place peut contribuer à la conservation de la biodiversité.

Les impacts négatifs des corridors font l'objet de débats dans la littérature (Anderson & Jenkins, 2006 ; Hilty et al., 2019). La plupart des impacts négatifs semblent être liés à une augmentation des activités des prédateurs, à la propagation d'espèces envahissantes et de maladies ou à des modifications à l'échelle des microhabitats (Weldon, 2006).

Ces effets négatifs peuvent être appréciables dans certaines situations. Toutefois, les avantages avérés des corridors sont nettement plus importants que les effets négatifs potentiels



L'aménagement d'infrastructures linéaires continue d'augmenter sans cesse dans de vastes paysages auparavant intacts et dans des régions du monde à forte biodiversité. Déforestation et fragmentation du paysage, Cameroun © Grégoire Dubois

(Hilty et al., 2019).

Il est essentiel pour de nombreuses espèces que les aires protégées et les AMCEZ situées dans des paysages fragmentés soient connectées de manière fonctionnelle entre les milieux terrestres, d'eau douce et marins et les espaces aériens connexes.

La préservation ou la restauration de la connectivité écologique peut également avoir des aspects temporels, vu que les migrations peuvent avoir lieu selon un cycle saisonnier, annuel ou pluriannuel, comme c'est le cas pour les papillons monarques (Runge et al., 2015).

La gestion de la connectivité peut se faire à petite échelle (p.ex. les écosystèmes des cours d'eau, des récifs coralliens et des herbiers) ou à l'échelle régionale, voire continentale (p.ex. les écosystèmes des chaînes d'îles, des montagnes, des grands systèmes fluviaux et des cheminées hydrothermales en eau profonde).

Modélisation des corridors écologiques

On peut catégoriser la connectivité de plusieurs façons.

En premier lieu, une distinction essentielle concernant les corridors écologiques tient au fait que la connectivité comporte à la fois des composantes structurelles et fonctionnelles, il convient de noter que la connectivité peut être caractérisée en fonction du type d'habitat; du degré de perturbation anthropique ; de l'échelle (locale, régionale,

transocéanique, continentale); ou des objectifs (déplacement quotidien ou saisonnier, dispersion ou habitat, persistance à long terme, adaptation aux changements climatiques;

La « connectivité fonctionnelle » décrit la manière dont les gènes, les gamètes, les propagules ou les individus se déplacent à travers les paysages terrestres et marins (Rudnick et al., 2012; Weeks, 2017). Le recensement des zones qui assurent une connectivité fonctionnelle, actuelle ou future, en fonction des déplacements connus des individus est un moyen efficace de délimiter les corridors de déplacement

La « connectivité structurelle » est une mesure de la perméabilité de l'habitat en fonction des caractéristiques physiques et de la disposition des parcelles d'habitat, des perturbations et d'autres éléments terrestres, d'eau douce ou marins jugés importants pour le déplacement des organismes dans leur environnement (Hilty et al., 2019). La modélisation de la connectivité structurelle vise à cerner les zones permettant le déplacement d'une variété d'espèces.

Les modèles privilégient souvent les corridors écologiques caractérisés par un faible degré de modification par l'être humain – autrement dit des zones qui sont considérées comme perméables aux espèces sensibles aux perturbations humaines.

La notion de connectivité est de plus en plus intégrée dans le processus de planification systématique de la conservation (p.ex. Hodgson et al., 2016 ; Rayfield et al., 2016 ; Albert et al., 2017). Face au nombre croissant d'approches quantitatives, de nombreux outils ont été conçus pour cartographier et modéliser la connectivité (tableau 1). De plus en plus, les efforts de modélisation de la connectivité tiennent compte de la dynamique des systèmes écologiques, notamment de la dynamique saisonnière ou annuelle et des changements à long terme provoqués par le climat (Rouget et al., 2006 ; McGuire et al., 2016 ; Simpkins & Perry, 2017).

Vers une terminologie commune de la conservation de la connectivité

Le fait de définir clairement la notion de réseaux écologiques de conservation et de proposer des orientations sur la manière de recenser, d'établir, de mesurer et de décrire les corridors écologiques aidera de nombreux pays à atteindre l'objectif d'identifier, d'établir, de gérer et de restaurer des « réseaux bien reliés » – tel qu'il est énoncé dans l'objectif 11



La conservation de la connectivité favorise la santé des paysages et de ce fait profite également aux populations humaines. Le monument national de la plaine de Carrizo, en Californie, aux États-Unis, décoré d'une superbe floraison. © Emily Pomeroy / Emily Rose Nature Photography

d'Aichi de la Convention sur la diversité biologique (CDB) – et à respecter d'autres engagements Ces définitions jouent également un rôle déterminant dans le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, qui vise à faire progresser la réalisation de la vision de la CDB pour 2050 : « Vivre en harmonie avec la nature ».

Définition de « réseau écologique de conservation »

Une définition concertée de « réseau écologique de conservation » permet de réduire la confusion, de fournir une norme commune pour la surveillance et la gestion des bases de données à l'échelle mondiale et, d'une manière générale, d'améliorer la communication et la comparabilité.

À ces fins, la définition suivante est utilisée : Un réseau écologique de conservation est un ensemble d'habitats essentiels (aires protégées, AMCEZ et autres zones naturelles intactes) reliés par des corridors écologiques qui est établi, restauré au besoin et maintenu pour conserver la diversité biologique dans des milieux fragmentés.

Les réseaux écologiques sont composés d'unités de conservation principales – aires protégées et AMCEZ – reliées par des corridors écologiques. Ces aires sont définies comme suit :

- Les « aires protégées » sont des espaces géographiques clairement définis, reconnus, consacrés et gérés, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui

sont associés (Dudley, 2008; Stolton et al., 2013).

- Les « AMCEZ » (autres mesures de conservation efficaces par zone) sont des zones géographiquement délimitées, autres qu'une aire protégée, qui sont réglementées et gérées de façon à obtenir des résultats positifs et durables à long terme pour la conservation in situ de la diversité biologique, y compris des fonctions et services écosystémiques connexes et, le cas échéant, des valeurs culturelles, spirituelles, socioéconomiques et d'autres valeurs pertinentes localement (CMAP – UICN, 2019).
- Un « corridor écologique » est un espace géographique clairement défini qui est régi et géré à long terme dans le but de maintenir ou de restaurer une connectivité écologique efficace.
- Les « réseaux écologiques de conservation » sont plus efficaces en termes de réalisation des objectifs de conservation de la biodiversité qu'un ensemble déconnecté d'aires protégées individuelles et d'AMCEZ, car ils relient les populations, assurent le fonctionnement des écosystèmes et sont plus résistants aux changements climatiques. Dans le contexte de la connectivité écologique, le terme « connecter » fait référence à la possibilité de déplacement des individus, des gènes, des gamètes et/ou des propagules.

Planification et aménagement des corridors écologiques

Principes fondamentaux

Tout corridor écologique doit reposer sur un ensemble d'objectifs qui expriment de manière concise les raisons de sa désignation et les résultats attendus en matière de conservation. Voici une série de principes fondamentaux à prendre en considération :

1. Les corridors écologiques ne se substituent pas aux aires protégées et aux AMCEZ. Ils ont plutôt un rôle de complémentarité.
2. Les corridors écologiques doivent être circonscrits et établis dans des zones où une connectivité est nécessaire et dans le but de constituer des réseaux écologiques de conservation.
3. Chaque corridor doit avoir des objectifs écologiques



Dans de nombreuses régions montagneuses, le fond des vallées abrite la plus grande biodiversité et constitue un habitat hivernal indispensable. Ces zones sont aussi celles que les personnes ont tendance à habiter. La conservation de la connectivité dans ces zones repose sur des stratégies de coexistence pour les personnes et la faune et sur des approches multigouvernementales cohérentes en matière de gestion des terres et des eaux intérieures. Parc national des Piénines, Pologne et Slovaquie. © Juraj Švajda

propres et être régi et géré de manière à réaliser les résultats en matière de connectivité.

4. Les corridors écologiques peuvent être constitués en partie ou en totalité de zones naturelles gérées en priorité à des fins de connectivité. Tant que leurs objectifs de conservation sont respectés, les corridors écologiques peuvent contenir des activités humaines compatibles qui pratiquent l'exploitation durable des ressources.
5. Il faut différencier les corridors écologiques des zones non désignées en fonction des utilisations précises qui y sont autorisées ou interdites.
6. Les corridors écologiques doivent être assortis de leurs propres plans de gestion.

Objectifs

Les objectifs d'un corridor écologique doivent être clairement énoncés dans la documentation pertinente. En outre, il sera utile de faire ressortir tous les avantages que présente le corridor, comme ses contributions aux services écosystémiques.

Objectifs de connectivité écologique : L'étape la plus importante dans la mise en place d'un corridor écologique est la formulation de ses objectifs en matière de connectivité

écologique.

Valeurs des services écosystémiques associés (le cas échéant) : Les objectifs en matière de services écosystémiques peuvent souvent être atteints en même temps que ceux relatifs à la conservation de la connectivité, et il convient aussi de les décrire.

Objectifs culturels et spirituels associés (le cas échéant) : La conservation de valeurs culturelles et spirituelles importantes peut être associée à un corridor écologique. Ces valeurs doivent également être recensées afin d'enregistrer un soutien pour le corridor.

Délimitation

Un corridor écologique doit être clairement délimité. Ses limites doivent être fixées d'un commun accord par l'entité ou les entités qui le régissent et le gèrent, que ce soit sur terre, dans les eaux intérieures, les zones côtières ou marines, ou dans une combinaison de ces éléments.

Étant donné la rapidité avec laquelle le monde évolue, le plan de gestion d'un corridor écologique peut contenir des dispositions prévoyant son déplacement dans le temps et dans l'espace. Et bien que sa taille puisse varier, un corridor écologique doit être suffisamment grand pour atteindre ses objectifs en matière de connectivité écologique sur le long terme.

Gouvernance

La planification doit énoncer clairement les modalités de gouvernance. À l'instar de la gouvernance des aires protégées et des AMCEZ, celle des corridors écologiques comporte trois volets : le mode de prise de décisions (comment la décision est prise) ; les instances décisionnelles (qui prend les décisions); et la responsabilisation (à qui revient la responsabilité des décisions).

Conclusion

Les corridors écologiques dans les écosystèmes terrestres, d'eau douce et marins sont une désignation de conservation dont on a grandement besoin pour assurer la santé des écosystèmes. Ils constituent un maillon essentiel des réseaux écologiques de conservation et viennent compléter les objectifs des aires protégées et des AMCEZ, car ils relient ces habitats essentiels et d'autres zones naturelles intactes. Les présentes lignes directrices



La connectivité marine opère dans toutes les dimensions de l'espace, dans la colonne d'eau et sur les grandes étendues océaniques. Requin-marteau halicorne (Sphyrna lewini) © Adobe Stock

s'inscrivent dans un contexte marqué par une volonté croissante de conserver la connectivité, une démarche soutenue par les scientifiques, les décideurs politiques et les praticiens. La conservation de la connectivité exige des approches de mise en œuvre novatrices pour permettre de conserver les terres et les eaux au sein de la matrice de conservation en tenant compte des modes d'utilisation des ressources, des compétences administratives, des cultures et des caractéristiques géographiques. Les présentes lignes directrices proposent des orientations sur la manière de conserver les caractéristiques vitales de la connectivité écologique dans chaque scénario de conservation, de manière cohérente et mesurable. La boîte à outils pour la conservation de la connectivité rassemble de multiples thèmes : les types de reconnaissance formelle et informelle, la législation nationale, les règlements de zonage locaux et régionaux, les servitudes de conservation, la conception de la conservation et la planification des transports. Notre monde a besoin d'une telle diversité de mesures pour préserver et restaurer la connectivité écologique, laquelle est un atout essentiel pour stopper la perte de biodiversité et favoriser l'adaptation aux changements climatiques

La connectivité écologique se décline en diverses dimensions, notamment le flux génétique, les déplacements des individus, la dynamique des métapopulations, les migrations, la dispersion saisonnière et les flux des processus écologiques.

Nous avons défini les termes « réseaux écologiques » et

« corridors écologiques » de manière théorique et pratique afin d'établir un ensemble commun de termes, de principes et d'approches qui peuvent être appliqués de manière uniforme, tout en étant adaptables aux contextes particuliers de la connectivité écologique dans les différentes régions du monde. L'utilisation de cette terminologie commune et la collaboration au service d'une cause commune contribueront aux efforts de conservation de la connectivité.

Les fondements scientifiques de la conservation de la connectivité démontrent clairement que les zones plus vastes et mieux connectées sont plus susceptibles de préserver la biodiversité et l'intégrité écologique. Face aux crises actuelles de la biodiversité et du climat, il faut de toute urgence restaurer et préserver la connectivité écologique entre et parmi les aires protégées, les AMCEZ et d'autres zones naturelles intactes. En reliant ces espaces, on peut stopper et faire reculer la fragmentation des écosystèmes.

Des écosystèmes bien connectés soutiennent un éventail de fonctions écologiques, notamment les migrations, le cycle de l'eau et des nutriments, la pollinisation, la dispersion des semences, la sécurité alimentaire, la résilience climatique et la résistance aux maladies.

La perte de connectivité écologique découle le plus souvent de décisions stratégiques et de gestion prises par les secteurs du développement, des transports, de l'agriculture et de l'extraction. Nous avons voulu, dans ces lignes directrices et études de cas, présenter des exemples et de meilleures pratiques pour illustrer les approches qui peuvent assurer la connectivité écologique pour une multitude d'écosystèmes et d'espèces, et à différentes échelles spatiales et temporelles.

Les capacités humaines et techniques doivent être mises à contribution en vue de généraliser et d'accélérer l'adoption de mesures de conservation de la connectivité permettant d'atténuer les effets des changements climatiques et de mieux s'y adapter.

La connectivité écologique dépasse souvent les frontières nationales et peut chevaucher différents écosystèmes au sein d'un pays. Les stratégies et les approches ici décrites prennent soigneusement en considération la manière de mettre en place des mesures transfrontalières nationales et régionales afin qu'elles contribuent à des progrès collectifs sur le plan international. La planification et la mise en œuvre

de réseaux et de corridors écologiques supposent des objectifs précis, ainsi que des mécanismes de gouvernance et de gestion orientés vers l'obtention de résultats efficaces en matière de conservation.

Si l'on ne parvient pas à préserver la connectivité écologique, on ne pourra pas atteindre la plupart des objectifs mondiaux, régionaux et nationaux liés à la conservation de la biodiversité, aux changements climatiques et à la durabilité environnementale. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de la connectivité dans la réalisation des objectifs de la Convention sur la diversité biologique. De ce fait, elle revêt une grande importance pour la réalisation d'objectifs actuels et futurs de nombreux autres accords multilatéraux sur l'environnement. Si elle est davantage reconnue dans les lois et les politiques à travers le monde,

la connectivité écologique peut servir de mécanisme intégrateur et transversal pour faire avancer les obligations et les engagements à l'intérieur et au-delà des frontières nationales. Globalement, la conservation de la connectivité permet de relier les aires protégées, les AMCEZ et les corridors écologiques et, par le fait même, d'apporter des solutions adaptables aux défis environnementaux, sociaux et économiques. Le monde a besoin – et c'est dans notre intérêt collectif – de protéger, de préserver et de restaurer la connectivité écologique. • [Consultez le document complet en cliquant ici.](#)



*Les espèces migratrices telles que la baleine à bosse (*Megaptera novaeangliae*) illustrent la nécessité de conserver la connectivité (Source : Adobe Stock)*

Jobs & co.

PANORAMA

SOLUTIONS FOR A HEALTHY PLANET

Planthèque médicinale école en Martinique

Nous avons réalisé un projet de planthèque-école dans un espace de 4000 m², situé en pleine zone urbaine de Fort-de-France (Quartier de Tivoli).

Ainsi, pendant douze mois, CCPYPM a sélectionné et planté 150 plantes médicinales et 20 espèces de plantes nutritives. Cette « planthèque médicinale » permet aux visiteurs de s'informer sur les vertus des plantes grâce à des panneaux pédagogiques positionnés en face de chaque espèce. Les différentes espèces sont regroupées par indications thérapeutiques (ex: dermatologiques, gastro-intestinaux, nerveux, cardio-circulatoire, accessoire, respiratoire...) Un livre de plus de 300 pages a également été réalisé afin de regrouper les informations recueillies sur chaque plante (photo, description botanique, indications thérapeutiques, mode de préparation - source: TRAMIL, université Ribeiro Brésil...).

Enfin, 25 nouveaux référents ont été formés à la reconnaissance, l'entretien et l'utilisation des plantes médicinales.



Vanille en réserve biologique
© Triolo

[Article complet ici.](#)
[Plus d'info sur Panorama, ici.](#)

Gestionnaire du développement communautaire @ WCS

Où ? Mbatamila, Niassa

Date limite de candidatures :

15 Janvier 2021

[>> Cliquez ici pour accéder à
l'offre <<](#)

CONTACTS - PAPACO

geoffroy.mauvais@iucn.org

beatrice.chataigner@iucn.org

marion.langrand@papaco.org

youssouph.diedhiou@iucn.org

madeleine.coetzer@iucn.org

// Programme Aires Protégées d'Afrique & Conservation - PAPACO

// Chargée de programme PAPACO - Liste Verte

// Chargée de programme PAPACO - MOOC

// Chargé de programme PAPACO - Liste Verte et Patrimoine Mondial

// Chargée de programme PAPACO - Communication